1000 km à travers le Kampuchea démocratique (Cambodge)

Tous les jours en page 8

Vendredi 13 octobre 1978 – No 950

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Austérité à l'école
Chômage à la sortie

Ça suffit !

Par le secrétariat du PCML.

Chômage, austérité à l'école, telles sont les deux caractéristiques principales de la situation qui est faite à la jeunesse aujourd'hui. Ces quelques derniers mois, le nombre des jeunes contraints de s'inscrire au chômage s'est accru de façon importante. Parmi les quelque 600 000 jeunes qui ont quitté dernièrement l'école, il semble qu'une forte proportion n'ait pas trouvé d'emploi. Fin juillet, 40 000 jeunes des stages Barre et 105 000 jeunes en fin de scolarité s'étaient inscrits à l'ANPE. C'est là une situation intolérable qui est faite aux jeunes de notre pays. La lutte contre le chômage et pour les revendications des chômeurs doit prendre pleinement en compte la situation des jeunes chômeurs et leurs revendications particulières ; c'est ainsi qu'un grand nombre d'entre eux ne touchent aucune indemnité et sont à la charge entière de leur famille. Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) appelle les jeunes, notamment dans l'enseignement technique, à exiger l'assurance précise d'un emploi à la sortie de l'école et à rester unis pour imposer cette juste revendication.

Pour tenter de camoufler le développement du chômage, et surtout pour fournir au patronat une main-d'œuvre très bon marché, le gouvernement Giscard-Barre a mis au point son pacte national pour l'emploi. D'ores et déjà, dans un certain nombre d'entreprises, les patrons font travailler des jeunes de 17-18 ans pour 410 F par mois et multiplient les embauches sous contrat en payant les jeunes au-dessous du SMIG. Les capitalistes cherchent ainsi à profiter de la situation pour avoir une main-d'œuvre très bon marché et abaisser l'ensemble des salaires. La revendication *« A travail égal, salaire égal »* reste plus que jamais valable.

A l'école, la rentrée a été caractérisée par le développement de la politique d'austérité. Dans un grand nombre d'écoles primaires, de CET, de lycées, des classes ont été supprimées ainsi que des postes d'enseignants. Tandis que dans de nombreux cas les chiffres avoisinent 40 élèves, des milliers de maitres-auxiliaires sont au chômage. On avance le chiffre de 6 à 7 000 sur l'ensemble du territoire. Il est clair que cette situation est nuisible à la scolarité des enfants des milieux populaires. Dans les CET, la politique d'austérité se fait sur le dos de la santé et de la vie des élèves. Les locaux et les machines en mauvais état provoquent de nombreux accidents.

(Suite page 4)

Dans les PTT, dans les écoles des effectifs obtenus

Agir tous ensemble

Pour d'autres succès

(Voir article page 3)

• Centre de tri Paris Brune en grève et mouvements dans les centres de tri régionaux.

• Gare de Saint-Étienne occupée et grève de soutien dans la région lyonnaise.

• Lycées, collèges, écoles, occupés ou en grève.

Après les premiers succès de la semaine passée, les travailleurs veulent aller plus loin.

Les patrons, eux, s'inquiètent : « L'horizon social s'assombrit » disent-ils. Si en effet ces luttes se coordonnaient, prenaient l'ampleur que souhaitent les travailleurs, les plans sociaux seraient menacé.

C'EST POUR UNE TELLE COORDINATION, POUR UN TEL DÉVELOPPEMENT QU'IL FAUT SE BATTRE.

Iran

Ouvriers et étudiants dans la lutte

EN Iran, les grèves et les manifestations se multiplient cependant que le président américain, Carter, a une nouvelle fois formulé son soutien au Shah.

Les 30 000 ouvriers de l'aciérie d'Ispahan sont toujours en grève. Ils ont été rejoints par leurs camarades du groupe Behchahk (30 000 travailleurs), ceux de la mine de cuivre de Charchechmeh (2 000) et ceux de l'usine de tracteurs de Tabriz (1 700).

A ce nombre de grévistes, il faut ajouter aussi les ouvriers, les médecins, les fonctionnaires et les enseignants en grève depuis le 7 octobre.

Quant aux étudiants, ils sont aussi très mobilisés : 220 étudiants de la faculté des sciences de Birdjand ont commencé une grève de la faim. La plupart des universités restent fermées. De nombreuses manifestations ont touché une vingtaine de villes du pays. A Téhéran, le 10 octobre, la police a tiré sur une manifestation d'étudiants, ainsi qu'à Bushehr, au sud du pays. Il y a de nombreux blessés.

Autre fait très important et nouveau : les deux plus grands journaux iraniens, *Kayhan* et *Etelaat*, sont en grève à cause de l'arrivée brutale d'officiers chargés de censurer les articles « douteux ».

Mardi soir, le président américain, Carter, a réaffirmé son soutien au gouvernement du Shah. Pour les USA, les troubles populaires en Iran menacent leurs intérêts, c'est ce qui explique leurs craintes et leur soutien renouvelé pour maintenir le Shah en place. Rappelons que l'un des principaux leaders, l'ayatollah Komeiny, qui réside maintenant à Paris, a fait une déclaration condamnant la mainmise ou les interventions étrangères *« notamment des États-Unis, de l'URSS ou de la Grande-Bretagne »*. Cette vigilance face aux deux superpuissances est positive.

SOMMAIRE

• Victoire des travailleurs de Ford en Angleterre page 2

• Salon de l'auto derrière la belle vitrine, l'exploitation de dizaines de milliers d'ouvriers page 4 et 5

• 40e congrès de la CGT : indépendance par rapport au PCF ! page 6

Victoire des travailleurs de Ford en Angleterre

En réussissant à obtenir une augmentation de 15 % les travailleurs de Ford viennent d'ouvrir une brèche dans la politique d'austérité

Des travailleurs de Ford au piquet de grève en discussion avec un camionneur.

ALORS que le premier ministre, Callaghan, s'apprêtait à recevoir les directions syndicales pour tenter « d'arranger ensemble » une nouvelle politique de limitation de la hausse des salaires, c'est à nouveau des travailleurs en lutte que vient le grain de sable qui pourrait bien cette fois enrayer pour de bon le fonctionnement bien huilé du système de collaboration de classe institué entre le gouvernement travailliste (de gauche) et les directions vendues du grand syndicat britannique, le TUC.

On se souvient qu'à la fin du mois de septembre, les TUC, lors de leur congrès, avaient été amenés, sous une forte pression de la base, à refuser le principe de la signature, pour la troisième année consécutive, d'un accord contractuel acceptant une hausse maximum des salaires à 5 % pour l'année à venir. La hausse des prix dépasse actuellement 15 % en Grande-Bretagne. Les ouvriers de plusieurs grosses entreprises étaient déjà depuis huit jours en grève, réclamant d'importantes augmentations de salaire pour compenser les pertes subies ces deux dernières années. C'était notamment le cas des 57 000 ouvriers des usines automobiles Ford.

Le désavœu de sa politique par son propre parti, lors du récent congrès de Blackpool, n'empêchait cependant pas Callaghan de persister dans son projet de limitation des salaires. C'est à cette fin qu'il devait rencontrer, mercredi, les directions syndicales du TUC. Or, à la veille même de cette rencontre, on vient d'apprendre que la direction de chez Ford venait de capituler. La grève lui a, jusqu'ici, coûté une perte de trente mille véhicules, soit une somme de près d'un milliard de nouveaux francs. Les travailleurs de chez Ford ont obtenu une augmentation qui devrait avoisiner 15 % de leur salaire. Au même moment, les travailleurs de British Oxygen, une importante société de gaz industriel, obtiennent, pour leur part, une augmentation de 8,3 %.

Ces deux victoires prennent, dans le contexte, une importance considérable pour la classe ouvrière britannique. Tout d'abord, elles marquent une importante victoire menée indépendamment, et même parfois, contre les directions syndicales. Un dirigeant du TUC ne déclarait-il pas récemment que *« le soutien du syndicat ne serait pas systématique pour les grèves contre la règle des 5 % »*, faisant apparaître ainsi clairement que toutes les bonnes déclarations prises à leur congrès n'étaient, en fait, que des mesures de façade pour ne pas se se discréditer complètement. Ces directions pourraient bien aujourd'hui se trouver dans une difficile situation de porte-à-faux.

Ces deux victoires devraient surtout, en ouvrant une brèche dans la muraille derrière laquelle se réfugiait le patronat depuis deux ans, porter un coup fatal à la politique du premier ministre. Le précédent créé dans une des plus grosses entreprises britanniques (30 % du marché automobile du pays) pourrait bien ne pas rester longtemps isolé.

C'est après une grève des mineurs portant sur des questions similaires que le précédent gouvernement avait chuté. S'il ne veut pas subir le même sort, il ne reste à Callaghan qu'à capituler purement et simplement.

Au même moment, s'ouvrait à Brighton le congrès du parti d'opposition, le Parti conservateur — la différence est toute théorique — avec comme point principal des débats la question des salaires. Il est probable que, pour garder la moindre chance aux élections législatives, les conservateurs se prononceront contre une limitation d'office, du moins dans le domaine privé.

Serge FOREST

Une réaction bien patronale

Le PDG de Ford (Grande-Bretagne), ayant enfreint la règle fixant à 5 % la hausse maximum des salaires, est maintenant menacé de sanctions économiques. Il pourrait, en particulier, perdre les marchés de l'État. Interrogé à ce sujet, il a clairement fait comprendre que, pour lui, la pire des sanctions était les 90 millions de nouveaux francs qu'il perdait chaque jour du fait de la grève.

Durant ces quinze derniers jours, où sa politique antisociale de limitation autoritaire de hausse des salaires aura été attaquée de toute part, le premier ministre Callaghan n'aura reçu qu'un seul appui : celui du Parti communiste italien. Invité au congrès du Parti travailliste, Pajetta, le numéro 2 du PCI, devait, en effet, déclarer : « Le contrat social du premier ministre Callaghan est une expérience importante car elle évite que le poids de la crise économique ne retombe sur les épaules des classes populaires. »

Les ouvriers de chez Ford ne doivent pas comprendre l'italien...

Guatemala

La grève générale, lancée le samedi 7 octobre, par les syndicats des fonctionnaires de la capitale pour protester contre la hausse des transports urbains, s'est étendue à tout le pays et touche l'ensemble des secteurs économiques.

Tchécoslovaquie

Jaroslav Sabata, l'un des trois signataires de la Charte 77, arrêté récemment par la police tchécoslovaque en collaboration avec la police polonaise, a été transféré à la prison de Hradec-Kralove, en Bohême de l'Est. Accusé d'avoir insulté des policiers et de s'être montré violent envers eux, il risque une peine de six mois à trois ans de prison. Par ailleurs, il est fort probable qu'il devra accomplir dix-huit mois de prison supplémentaires. En effet, en 1970, il avait été condamné à six ans et demi de prison et il en était sorti dix-huit mois avant l'expiration de sa peine.

C'est près de la frontière polonaise que Sabata a été arrêté la semaine dernière alors qu'il devait participer à une rencontre avec les représentants du KOR, Comité d'autodéfense des ouvriers de Pologne.

Tortures et famine dans les prisons ethiopiennes

Le Mouvement socialiste pan-éthipien, Me'isone, a lancé un appel pour faire connaitre la situation qui prévaut à l'heure actuelle en Éthiopie et pour soutenir ceux qui luttent contre un régime qui a trahit la révolution éthiopienne pour le compte de l'impérialisme soviétique. Nous publions ici des extraits de cet appel :

« Février 1974 marque une date importante dans l'histoire de la lutte des peuples d'Éthiopie pour la démocratie et le progrès social. C'est depuis cette période que les masses populaires d'Ethiopie, redoublant d'efforts et consentant d'immenses sacrifices, ont remporté de nombreuses victoires de portée historique. Or, nous constatons que depuis avril 1977, les acquis de la révolution sont remis en question...»

« Quelle est la situation en Éthiopie aujourd'hui ? Les acquis des trois années de lutte des larges masses sont remis en cause : les associations des paysans, des ouvriers, des jeunes et des femmes ainsi que les comités de quartiers constitués démocratiquement sont démantelés systématiquement. Les comités de défense de la révolution sont désarmés et les mouvements nationaux subissent une répression féroce. Le gouvernement militaire provisoire, renforçant son alliance avec les forces réactionnaires mène une politique répressive aveugle, exécutant, emprisonnant et traquant toute une génération de révolutionnaires qui, depuis l'époque obscurantiste de Hailé Sélassié, avaient lutté à l'avant-garde des larges masses.

Dans les geôles du régime « progressiste » croupissent plus de 18 000 personnes soupçonnées d'être membres ou sympathisants du Me'isone. Parmi ces prisonniers figurent des centaines de dirigeants syndicaux élus démocratiquement par des ouvriers, des dirigeants paysans, des dirigeants des comités de quartier ainsi que des membres des comités de défense de la révolution. Des milliers de militants ouvriers, paysans et démocrates sont jetés dans les geôles du régime... »

« ... A l'heure actuelle les conditions inhumaines que connaissent les progressistes emprisonnés prennent une ampleur sans précédent. Parmi les révolutionnaires arrêtés en province, des milliers de paysans, ouvriers, jeunes et femmes se sont vus transférer de force dans les prisons d'Addis-Abeba, se trouvant ainsi coupés de leurs familles, qui seules pouvaient subvenir à leurs besoins alimentaires étant donné que le DEURG ne fournit aucune nourriture aux prisonniers. Aussi, des milliers de personnes se trouvent-elles dans une situation précaire. De plus, la répression organisée a l'encontre des patriotes qui tentent de remédier à cet état de fait, en organisant le secours aux prisonniers, montrent bien que le DEURG entretient cet état de famine généralisé en tant que moyen de chantage politique. Ainsi, actuellement, dans les geôles du régime « progressiste » des milliers de patriotes connaissent les sévices de la faim.

Nous lançons un appel pressant à tous les amis de l'Ethiopie pour qu'ils :

– Condamnent la politique de famine entreprise par le régime et exigent la libération immédiate des progressistes emprisonnés,

– S'associent aux efforts entrepris par Me'isone en donnant une aide matérielle pour soulager les prisonniers et venir en aide à leurs familles. »

Pour tout soutien aux progressistes emprisonnés :
Madame Bernadette FIDA
CCP 20-575-21 Paris

Envoyer protestation et pétitions à l'adresse suivante :
Gouvernement militaire provisoire (PMAC)
PO Box : 5707
Addis Abeba — Ethiopie

DANS L'ACTUALITE

Centre de tri de paris Brune

Toutes les brigades en grève !

C'ETAIT hier soir, mercredi, que les travailleurs de la dernière brigade, la C, devaient se déterminer à leur tour pour la grève qui avait démarré mardi soir chez les préposés du transbord de la D.

Vers 20 h, les travailleurs de la nuit commencent à arriver, discutant par petits groupes entre les intervalles de la longue file de camions jaunes qui rentrent au transbord et les diffuseurs de tracts. Couvrant le bruit des moteurs, un mégaphone appelle à l'assemblée générale décidée par les trois syndicats pour 20 h. Devant plus d'une centaine de postiers, successivement la CFDT, FO et la CGT font le point. *« Faire faire le même boulot avec de moins en moins d'effectifs »*, voilà quelle est la politique de l'administration qui, l'après-midi, n'avait rien voulu savoir aux négociations. Mais quand même elle ne semblait pas trop sûre d'elle-même.

Ce mercredi soir, ce qu'il faut, c'est faire démarrer massivement la grève pour cette brigade aussi et faire se décider pour l'action cette petite frange qui, partout et toujours, est un peu hésitante.

La voix du délégué devient de plus en plus prenante : *« Créteil, Pontoise, Orléans, les travailleurs ont fait reculer l'administration, les postiers de Brune aussi peuvent gagner ! »*.

Le problème, c'est de rallier le maximum de gars dès le début.

Une forte majorité de travailleurs dans cette brigade aussi s'est mise en grève.

« Plus nous serons nombreux en grève, plus nous serons forts ». L'administration devra reculer devant l'unité des travailleurs en lutte.

Un petit espace de quelques mètres carrés entre une bascule et un mur, un petit espace où on ne range ni chariots, ni sacs, bref un endroit où on ne dérange personne. C'est là que les grévistes du transbordement jouent avec un petit ballon.

« Vous êtes grévistes, sous ma responsabilité, arrêtez », ordonna un chef qui en plus voulut essayer de piquer le ballon qui était aux préposés.

Alors que, déjà pendant le travail, les préposés doivent supporter ce style d'encadrement, alors cette foisci, non !

Mais le chef se débrouilla pour faire venir des chariots, de là-bas, de l'autre côté du transbord et les faire ranger sur la petite surface de jeux. Le plaisir d'emmerder les travailleurs, un des aspects de la discipline capitaliste du travail.

Autre exemple :

Le monte-charge est à l'arrêt au rez-de-chaussée. Pas de travail urgent à faire, le liftier (préposé chargé de s'en occuper) va au water. Appelé d'un étage supérieur, l'ascenceur monte. Le liftier revient de suite, plus de monte-charge, mais un chef et une sanction. Une sanction pour avoir été pisser...

Voilà ce que peut être la mentalité d'une partie de l'encadrement. Bien sûr, plus on monte dans la hiérarchie, plus on la retrouve cette mentalité, le seul changement c'est fait avec plus de manières.

Jeudi matin, autres centres de tri en grève : Le Mans, Lyon. A Créteil centre de tri, suite à une douzaine de procès verbaux, un préavis de grève a été déposé mercredi.

Wu Teh n'est plus maire de Pékin

Les griefs de la population

WU TEH, qui reste membre du Bureau politique du Parti communiste chinois et vice-président de l'Assemblée nationale populaire, n'est plus maire de Pékin, indique l'AFP.

Depuis déjà plusieurs mois, la po, ulation de Pékin critiquait la mauvaise gestion de la municipalité de la capitale. De nombreux dazibao (affiches murales) étaient placardées un peu partout, critiquant ici le manque de propreté de la capitale, là le problème de la circulation, jamais réglé, ailleurs le mauvais approvisionnement en denrées alimentaires. Il y avait aussi les transports en commun pas assez nombreux, obligeant les ouvriers à attendre.

UN CERTAIN BUREAUCRATISME

Tous ces problèmes de gestion ont probablement de certains cadres responsables de la municipalité, bureaucratisme dont l'un des traits essentiels est de ne pas suffisamment être à l'écoute des masses, de ne pas tenir assez compte de leurs remarques. On peut citer l'exemple de la circulation et des coups de klaxon continuels : il est évident que ce n'est pas un probleme récent et que la population de Pékin aurait aimé le voir régler depuis longtemps.

La politique du Parti communiste chinois en ce qui concerne les cadres a toujours été claire : ils sont nommés pour accomplir une tâche bien précise, s'ils ne la remplissent pas correctement, le peuple a tout à fait le droit de demander leur remplacement. Remplacement qu'il ne faut d'ailleurs pas considérer forcément comme une sanction.

DES VOLTE-FACE

A propos de Wu Teh, les correspondants étrangers en poste à Pékin font remarquer que les dadzibao exprimaient une autre sorte de critique : son « habileté » à passer à travers tous les orages sans prendre vraiment position ou à faire volte-face avec un peu trop d'aisance.

Tous les Pékinois se souviennent de ce qu'on a appelé à l'époque *« l'incident contre-révolutionnaire de la place Tien-An-Men »* : au mois d'avril 1976, à l'occasion de la fête des morts, quelques mois après le décès de Chou En-lai, de nombreuses personnes avaient déposé des gerbes et des couronnes mortuaires en l'honneur du camarade Chou En-lai, montrant par là leur désaccord avec la bande des Quatre. Or, la municipalité de Pékin, sur ordre de la bande des Quatre, fit enlever les couronnes, ce qui, bien entendu, provoqua la colère de la population qui se rassembla sur la place Tien An Men. A l'aide de provocations, la bande des Quatre réussit à semer le trouble, provoquant même des affrontements violents. Son objectif était de profiter du désordre pour s'emparer du pouvoir. Or, on sait que la municipalité de Pékin condamna tous ceux qui étaient venus manifester leur attachement à Chou En-lai comme « contre-révolutionnaires » et les somma de rentrer chez eux, probablement pour ne pas s'attirer les foudres de la bande des Quatre. Ce sont des événements que le peuple de Pékin n'a pas oubliés.

Claude LIRIA

Bergeron refuse les avances de Séguy

Georges Séguy a présenté à la presse la préparation du 40e congrès mardi dernier. Il a expliqué comment le congrès *« exceptionnellement démocratique »* se déroulait : 4 000 réunions doivent avoir lieu jusqu'à la fin octobre, et dans le cadre de l'ouverture, six candidatures du PS ont été retenues pour la commission exécutive confédérale (toutes les candidatures proposées).

La grande nouveauté, qui a dû surprendre bien des militants a été l'invitation des autres confédérations au congrès (avec possibilité de prendre la parole) CFDT, FEN ... et FO ! En ce qui concerne FO, Séguy a ajouté : *« Nous voulons mettre une politique de négociations en place avec FO, car nous n'avons pas finalement une conception de la politique contractuelle si éloignée... »*. Bergeron a presque aussitôt répondu qu'il refusait car *« Nous sommes persuadés que la CGT – et le PC puisque c'est la même chose – sont à l'opposé des conceptions que portent en ceux les militants FO... »*.

Ainsi, FO, après avoir été présentée aux militants cégétiste comme l'exemple même de la collaboration de classe – ce qu'elle est effectivement – devient un partenaire intéressant ! Pourtant FO n'a pas « viré à gauche » que l'on sache !

Alors ?... Est-ce le souci de développer la lutte ou celui d'être partout présent autour du rapis vert qui guide Séguy ? Les accords déjà signés tout l'été, les avances à FO fournissent la réponses... Et ça n'est pas dans l'intérêt des travailleurs.

(Suite de l'éditorial)

(Suite de la page une)

Des luttes assez nombreuses se sont déjà développées depuis la rentrée contre cette situation. Le PCML appelle les parents d'élèves, enseignants, élèves à s'unir sur un pied d'égalité pour exiger des conditions d'étude acceptables, le respect des règles d'hygiène et de sécurité, l'embauche des maitres-auxiliaires.

Pour mener à bien ces luttes, la démocratie est nécessaire. Les assemblées générales d'élèves, de parents d'élèves, d'enseignants, doivent être souveraines, les orientations de la lutte doivent être décidées par elles. Les représentants des élèves, enseignants, parents d'élèves, sont mandatés par les assemblées générales, élus par elles, et doivent rendre compte de leurs activités. La lutte est l'affaire de tous et non de quelques responsables d'organisations syndicales ou autres qui en seraient les maitres.

Dans les lycées et les CET, le PCML appelle les élèves à mettre à profit les prochaines élections de délégués pour élire des représentants qui défendent leurs intérêts sans collaborer avec l'administration et à s'unir pour préparer les conditions des luttes d'ampleur nécessaire pour le droit au travail.

Le 11 octobre
Le secrétariat du PCML

Le 21 octobre à la mutualité

Hommage à Ezzedine Kalak et Adnam Hammad

Camarades,

- L'Association médicale franco-palestinienne,
- L'Association de solidarité franco-arabe,
- Le Collectif national pour la Palestine,
- Et la Conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine

organisent un *« hommage à Ezzedine Kalak et à Adnan Hammad »* à la Mutualité, le 21 octobre 1978, à 20 h, avec le concours de représentants de l'OLP et de la GUPS. A cette occasion, sera projeté le film que sont en train de réaliser les auteurs de *l'Olivier* sur Ezzedine Kalak.

Foyer Sonacotra de Metz

Expulsions confirmées en appel

Mobilisation pour la riposte

Pour tenter d'empêcher le développement de la lutte dans l'Est de la France, la Sonacotra avait assigné neuf résidents devant le juge des référés du tribunal de grande instance de Metz. Le 11 juillet, 350 résidents étaient présents à l'audience ; le jugement était rendu ensuite le 25 et aussitôt plus de 400 résidents manifestaient contre la décision du juge de Metz d'expulser les résidents de leur foyer le 15 août.

Le 12 août, en pleine période des congés, 1 000 personnes manifestaient dans les rues de Metz. La Sonacotra reculait devant une telle mobilisation : les expulsions n'étaient pas effectuées et les résidents faisaient appel du jugement. Le jour où la cour d'appel siégeait, le 27 septembre, c'était 1 300 personnes qui descendaient dans la rue.

La cour d'appel a rendu mardi son arrêt qui confirme la décision d'expulsion.

Dès le jugement connu, les résidents tenaient des assemblées générales dans tous les foyers et préparaient la riposte. Seule en effet, la mobilisation des résidents et de ceux qui les soutiennent peuvent empêcher ces expulsions.

Correspondant Metz.

Salon de l'auto

Derrière la belle vitrine l'exploitation de dizaines de milliers d'ouvriers

Les voitures, c'est un produit où se concentrent les résultats de techniques de pointe, un «beau produit». C'est aussi les vacances, les loisirs, le moyen pratiquement indispensable pour s'évader un peu. Des milliers de personnes viennent les voir dans cette belle vitrine qu'est le Salon. Des millions de voitures produites chaque année : l'automobile, c'est aussi un secteur qui marche bien. Les profits y sont élevés. Mais à quel prix ? Au prix de l'exploitation scientifique de dizaines de milliers d'ouvriers

ALLER au salon de l'auto pour beaucoup de gens c'est pour voir les belles bagnoles, les dernières sorties, celles dont la télé et la radio parlent depuis des semaines. Mais en fait, le salon c'est beaucoup plus que cela.

D'abord, il faut payer 7 francs pour entrer. Cela n'est pas cher si vous y allez tout seul mais il y a des gens, et pas des plus riches, qui viennent avec leur famille et cela peut faire cher.

L'ENVIRONNEMENT

Quand vous rentrez au salon de l'auto, d'abord il y a l'extérieur. A l'extérieur, il y a des stands de la Prévention routière, de la Préfecture de police, de la gendarmerie nationale. On trouve aussi le centre national de la transfusion sanguine, un bus « RATP infobus » et un stand de la Fondation Anne Aymone Giscard d'Estaing pour l'enfance. Personne ou presque ne s'arrête à ces stands.

Autre aspect de l'environnement, à chaque coin de stand auto, on cherche à vous vendre des journaux spécialisés dans l'automobile, des autocollants, etc, à « *des prix défiants toute concurrence* » (sic !)

AUX STANDS

Ces stands sont beaucoup entourés, surtout le stand Citroën où est exposée la Visa et le stand Renault où se trouve la R 18. Il faut parler ici du rôle que l'on fait jouer aux femmes. En général elles sont jeunes, maquillées, habillées toutes pareilles, chaque stand ayant sa couleur de robe. Le modèle de robe est le même, robe longue, sans forme, très flottant. Leur rôle est simple : meubler, faire décor et de temps en temps donner des prospectus à ceux qui les demandent en accompagnant leur geste d'un large sourire. Voilà, c'est tout.

Quant aux voitures, toutes neuves, bichonnées, briquées par du personnel en bleu de travail qui fait très vite car il ne faut pas qu'il gâte le décor, leur prix est très variable.

Une seule voiture est endessous de 20 000 F : la R4, tout les reste est au-dessus. Une voiture détient un record, celui du prix élevé : la Rolls : 394 666 F, soit près de 40 millions de centimes. C'est une véritable provocation que d'exhiber de telles voitures devant des gens qui n'ont parfois même pas de quoi s'acheter un vélo. D'ailleurs ont passe devant ces voitures, il y a bien quelques commentaires, quelques sifflements d'admiration mais « *Ce n'est pas pour nous* » ou « *C'est dégueulasse de montrer ça* ».

Tout est bon pour vanter sa marque. On exhibe les victoires dans les grands prix, les rallyes. Renault par-ci, Lancia par-là, Ferrari ailleurs, etc.

Il y a aussi les sociétés qui fournissent les accessoires : Sev-Marchali, Cibié, etc, les pneus : Michelin, Dunlop. C'est un véritable matraquage. Le pire, c'est qu'on a l'impression qu'on y échappe parce qu'on écoute d'une oreille discrète, mais en réalité çà rentre et les « *meilleurs* » vendeurs sont entourés de gens qui leur posent des questions.

AUTRES ASPECTS

Il existe un marché de l'occasion avec un stand. Il n'y a pratiquement personne. Pourquoi ? Peut-être parce qu'il est dans un coin à l'écart des bâtiments principaux et qu'on a plus l'impression d'avoir affaire à un parking.

Il y a aussi le marché des gros véhicules : transports, camions, etc. Renault est fortement représenté avec Saviem, Berliet. Fait amusant à signaler, il se trouve que je suis tombé sur un stand au nom évocateur : « *Renault véhicules industriels au service de la nation* ». Qu'y voyait-on ?

Un camion militaire avec un soldat en plastique et un véhicule transport de troupes (VAB 6X6), le tout protégé par un filet de camouflage. Il ne manquait plus que le camions de CRS ou de police que je n'ai pas vus, mais c'est peut-être un oubli de ma part.

LES ABSENTS

Bien sûr, il n'y a rien dans ce salon qui montre comment et par qui sont construites toutes ces voitures, les dizaines, les centaines de milliers d'ouvriers qui triment à la chaîne huit heures ou plus pour les rois de l'auto, les Peugeot ou autres. Rien sur tous les raffinements de l'organisation scientifique de leur exploitation au prix de laquelle sont produites ces belles machines et combien de morts elles coûtent par an : sur les routes mais aussi sur les chaînes. Une vitrine, voilà bien ce qu'est ce salon.

D'où viennent les milliards ?

D'OU viennent les milliards des capitalistes de l'automobile ? De l'exploitation des ouvriers bien sûr. Quel en est le mécanisme ? Autrement dit, comment se forment les profits des patrons ? C'est ce que nous allons examiner.

Qu'est-ce qui rentre dans le prix de vente d'une voiture ?

— 1) Le prix des matières, et aussi des pièces achetées toutes faites à d'autres entreprises (tôles, caoutchouc, batteries, moteurs à essuie-glaces, etc) ;

— 2) Une partie du prix des machines et des bâtiments qui ont servi à faire le travail ; ce matériel s'use. Le patron doit le renouveler. On appelle ça l'amortissement.

— 3) La valeur créée par le travail de transformation effectué par l'ouvrier.

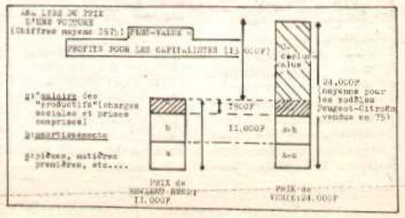
S'il n'y avait pas l'ouvrier, si le capitalisme n'avait que des matières premières et des machines, il aurait bien du mal à en tirer plus cher qu'il ne les a achetées ! Mais il y a l'ouvrier et l'ouvrier par son travail ajoute au produit qu'il fabrique une valeur importante. Pour ce travail, le patron lui paye un salaire beaucoup moins important. La différence entre les deux (C-c), c'est la plus-value créée par l'ouvrier. *De là vient le profit empoché par le patron quand la voiture est vendue.*

Dans l'exemple pris sur le dessin (les chiffres sont de 1975), il y a 24 000 moins 11 000, ce qui fait 13 000 F de plus-value par voiture. On voit que pour un chiffre d'affaires de 28 milliards de francs en une année, ça fait un total de plus de 15 milliards de profits pour le groupe Peugeot-SA !

La même année, le salaire d'un ouvrier par voiture produite était d'environ 1 900 F. Comment le calculer ?

Pour toutes les usines Citroën, on comptait en gros 35 000 salariés productifs (ouvriers et certains techniciens et ingénieurs dont le travail ajoute de la valeur au produit) pour une production annuelle d'environ 700 000 véhicules. Soit en moyenne 20 véhicules par travailleur et par an. Si on compte, en 1975, un salaire moyen de 38 000 F par an plus les charges sociales, ça fait environ 50 000 F soit 2 500 F par véhicule.

En résumé, pour chaque voiture, l'ouvrier est payé 1 900 F et rapporte au patron un profit de 13 000 F, soit cinq fois plus pour le patron que pour l'ouvrier ! Autrement dit, sur 8 heures de travail, l'ouvrier reçoit un salaire équivalent à ce qu'il produit en une heure et demi. Les autres heures, c'est du travail donné gratuitement au patron.



La journée d'un OS

Extraits de notre brochure «Citroën, bagne capitaliste»

Que ce soit à l'usine de la Janais ou à celle de Barre-Thomas (près de Rennes), tous les matins, c'est le même scénario. A 5 heures, deux longues files de voitures et de cars arrivent dans les deux sens et s'engouffrent dans les parkings de l'usine. Cinq heures ! Je trouve ça dingue, il faut que je me lève à 4 heures pour rester enfermé là-dedans neuf heures durant. Et encore, j'habite tout près et je pense à ces ouvriers qui ont chaque jour plus de 50 km pour venir travailler. Citroën, pour recruter, a écumé les campagnes autour de Rennes parfois à plus de 50 km à la ronde. La plupart de ces hommes et de ces femmes viennent en car. Et encore, ce n'est pas sûr que le car passe à proximité de leur domicile. Ceux qui habitent dans un coin isolé sont souvent obligés d'utiliser un moyen de locomotion quelconque pour aller prendre le car..dans le village le plus proche.

Donc, pour certains : un quart d'heure pour aller prendre le car, une bonne heure de car, il faut se lever à trois heures du matin. Neuf heures de travail (de présence à l'usine, repas compris, du moins) plus deux heures et souvent plus de trajet : plus de onze heures par jour au service des capitalistes !

Et tous les quinze jours, avec le changement d'équipe, tout change. Ce n'est plus le lever à trois heures du matin, mais le retour à minuit trente.

Normalement on commence à 5 h 15. Mais comme il faut aller se changer au vestiaire et faire parfois des centaines de mètres pour aller jusqu'à son poste de travail, on doit arrriver à cinq heures si on ne veut pas être en retard. Encore une demi-heure par jour que les patrons nous volent.

Ça y est : la sonnerie retentit et le long cortège bleu des ouvriers se répand dans les ateliers. Les premières fois que je suis entré là-dedans, j'ai été choqué par le bruit abrutissant et les odeurs infectes qui règnent dans pratiquement tous les ateliers.

A la pesée des mélanges, au bout d'un quart d'heure, on est tout noir. L'atmosphère est remplie de noir de carbone. En plus de cette poussière, on respire de la poussière de talc : c'est les poumons qui en prennent un coup...

Le camarade qui travaille aux petits silos est baigné dans les poussières de vapeurs chimiques : rien de tel pour entretenir ses poumons ! Et avec ça, il faut manipuler de l'huile bouillante.

Il y a aussi le boudinage où là encore, les pièces sont talquées et les poumons et les bronches le sont aussi.

Puis, c'est la cuisson des pièces, avec les brûlures et la chaleur intenable. C'est pareil aux presses (les moules font 200 degrés) où il fait 70 degrés et pas de ventilation. Tous les jours, il y a des brûlures sur les bras et sur les jambes.

Il y a 25 % de femmes à Citroën. Le plus grand nombre est concentré à la câblerie (confection des faisceaux de câbles électriques) et à la sellerie (découpage, piquage, confection de tout ce qui habillera les sièges, l'intérieur de la voiture...) C'est là que les conditions de travail sont les pires : les évanouissements sont très fréquents. La maîtrise traite les femmes, encore plus que les hommes, par le mépris, comme de simples objets.

A l'infirmerie, que trouve-t-on ?

« Un personnel maison, toubibs en particulier, qui tutoie les ouvriers, les traite comme du bétail, les accuse de tirer au flanc et ne pense qu'à les renvoyer au boulot le plus vite possible.

Les exemples sont nombreux qui montrent leur incapacité : on frotte la cornée d'un gars qui a reçu une saleté dans l'œil, voici ce qu'en dit le médecin traitant à l'ouvrier : « Ils ont failli vous rendre aveugle ».

Vie d'un OS à Cléon

Le système est tellement étudié que la Régie n'a maintenant plus besoin de chronométreur quand elle cherche à supprimer un poste. L'évaluation peut être faite à l'œil nu.

La Régie a tout prévu, même dix minutes de panne sur une telle chaîne.

Les OS sont, bien sûr, les plus touchés par cette course au rendement. Mais signalons qu'ils ne sont pas les seules victimes ; même les professionnels sont visés par cette politique.

Auparavant, ils étaient seulement contrôlés par la maîtrise. Ils sont désormais surveillés au niveau le plus élevé par informatique, avec le systeme des cartes MOP. Le but de cette informatisation est, bien entendu, d'accroître le rendement et de réduire les effectifs.

Pour manger aussi, il faut faire vite.

40 minutes en équipe, 50 minutes en journée pour les repas, alors que le simple trajet au restaurant d'entreprise, vu la dimension de l'usine, prend déjà pas mal de temps.

« On parle de jeunes, mais ici, au bout de 4 ou 5 ans de boulot, on n'est plus jeune ». L'ouvrier de Cleon qui parle ainsi connait le résultat du rendement, de « l'organisation scientifique du travail », s'ajoutant au travail poste : fatigue nerveuse, vieillissement précoce. Ce sont, par exemple, ces deux ouvriers qui, la cinquantaine passée, n'avaient jamais pris de congés de maladie. Ils sont morts.

Pour les plus anciens ce bon patron « social et nationalisé » fait un petit effort : après 50 ans, certains passent des chaînes à la préparation où c'est moins dur... mais aussi moins payé ! Et il s'agit de certains parce que de toute façon, il n'y a pas de place pour tous. Et quand ils sont en arrêt-maladie, les ouvriers ne quittent pas l'ambiance du boulot : en effet, sur simple demande de la maîtrise, les vigiles de l'usine, ceux-là même chargés de la surveillance, peuvent aller vérifier si l'ouvrier en maladie est bien chez lui !

«Tout ce qui en chacun des hommes de la chaîne hurle silencieusement»

CETTE semaine se tient le salon de l'automobile. « Ce sera donc le 3e exercice consécutif de vaches grasses, après l'effondrement de 1974-75. Côté finances, le sourire s'élargit aussi, puisque les bénéfices de 1978 s'annoncent encore plus substantiels que ceux, déjà rondelets, de l'an dernier... » dit le journal patronal *L'Expansion*. Des articles louent la R 18 et autres voitures (les prix oscillent entre 20 000 F et 394 000 F !!!) Sur les ouvriers qui construisent ces merveilles, le silence bien sûr. N'attendons pas que la presse bourgeoise desserve les capitalistes...

Pour l'ouvrier de Renault, Citroën, Chrysler, etc la belle bagnole du salon c'est l'esclavage de la « chaîne ». Qu'est-ce que la chaine ? Voici la description qu'en donne Robert Linhart dans le livre *L'Etabli*. « *La chaîne ne correspond pas à l'image que je m'en étaiss faite. Je me figurais une alternance nette de déplacements et d'arrêts devant chaque poste de travail : une voiture fait quelques mètres, s'arrête, l'ouvrier opère, la voiture repart, une autre s'arrête, nouvelle opération, etc. Je me représentais la chose à un rythme rapide – celui des « cadences infernales » dont parlent lest tracts.* « La chaîne » : ces mots évoquaient un enchainement, saccadé et vif. La première impression est, au contraire, celle d'un mouvement lent mais continu de voitures. »

Après la vue de l'extérieur, la vue de l'ouvrier qui y travaille : « *Dans les interstices de ce glissement gris, j'entrevois une guerre d'usure de la mort contre la vie et de la vie contre la mort. La mort : l'engrenage de la chaîne, l'imperturbable glissement des voitures, la répétition de gestes identiques, la tâche jamais achevée. Une voiture est-elle faite ? La suivante ne l'est pas, et elle a déjà pris la place, dessoudée précisément là où on vient de souder, rugueuse précisément à l'endroit que l'on vient de polir. Faite la soudure ? Non, à faire. Faites pour de bon, cette fois-ci ? Non, à faire à nouveau, toujours à faire, jamais faite... Tentation de la mort. Mais la vie se rebiffe et résiste. L'organisme résiste. Les muscles résistent. Les nerfs résistent. Quelque chose dans le corps et dans la tête, s'arc-boute contre la répétition et le néant... Tout ce qui en chacun des hommes de la chaîne, hurle silencieusement : « Je ne suis pas une machine » !*

Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre de APN-Éditions : BP 279 – 75866 – Paris cedex 18.

PRIX 5 F

Accident à la chaîne

A la Régie Renault, entreprise nationalisée, les accidents du travail, l'exploitation y sont aussi féroces qu'ailleurs. Ainsi pendant que se déroule ce salon, à Renault-Billancourt, de nouveau un travailleur, Herrera, a été tué. Voici ce que dit un tract CFDT au sujet de ce crime du capital :

« *Alors qu'il faitsait des travaux de graissage, la chaine a démarré et le malheureux s'est fait écraser la tête, les conditions de travail et de sécurité déplorables sont la cause de cet accident... Son camarade de travail transporté à l'infirmerie, car il était choqué par ce qu'il venait de voir, n'a pas pour autant échappé à un interrogatoire de la direction sans la présence d'un délégué.* »

Aux fonderies, déjà, il n'y a pas si longtemps, un autre ouvrier, Emile Diaz, avait été assassiné par le « askland ».

POLITIQUE ET SOCIAL

40e congrès de la CGT

Indépendance par rapport au PCF !

LA tribune du 40e congrès de la CGT ouverte dans *La Vie ouvrière*, bien qu'elle fasse l'objet de « réclamations » de militants qui ne voient pas passer leurs contributions, permet de se faire une bonne idée des questions que se posent les travailleurs de la CGT. Peu de lettres y expriment le point de vue « confédéral », en particulier sur le soutien de la CGT au Programme commun. Quelques militants posent la question *« La CGT peut-elle soutenir un programme de gouvernement même s'il accorde quelques revendications ? »* (*Vie ouvrière*, lettre de Joseph Salle, membre du secrétariat de la région des Pays de Loire), mais la majorité critique la position de la CGT au moment de la division des partis de gauche : ils reprochent le choix « partisan » de la CGT, son « alignement » sur le PCF. Pour la première fois, est posée ouvertement et massivement la question de l'indépendance de la CGT par rapport au PCF.

A la question de la direction du PCF sur la CGT, la réponse traditionnelle était qu'il n'y avait pas que des communistes à la CGT, même à la Commission confédérale, réponse qui ne satisfaisait que les convaincus, membres du PCF en général. En éludant la question, les dirigeants pensaient camoufler les grandes similitudes entre l'analyse des classes de la CGT et celle du PCF, la similitude de la ligne politique et des mots d'ordre (*« Fabriquer français »* par exemple ou *« Contre l'entrée de l'Espagne et de la Grèce dans la CEE »...*). La rupture de l'Union de la gauche, en mars dernier, en balayant bien des illusions, a permis à beaucoup de militants de rejeter ce qu'ils toléraient jusque là. Ils ne se contentent plus des réponses superficielles et ils le disent, la plupart du temps en précisant qu'ils ne sont ni membres ni sympathisants du PS.

LA DIRECTION DU PCF REMISE EN CAUSE

La lettre de Jacques Thouroude (syndicat CGT des employés de la Caisse primaire d'assurance-maladie d'Ille-et-Vilaine) est peut-être la plus représentative : *« Plusieurs exemples permettent de démontrer cet alignement de la CGT sur les thèses du PCF. Outre la question des filiales* (aucun texte statutaire ne parle de la nationalisation des filiales, et donc ne justifie le soutien de la CGT aux positions du PCF en mars), *je retiens l'intervention de Georges Séguy à Gentilly et l'accord du 13 mars... Il ne faut quand même pas nous prendre pour des naïfs. Car s'il est exact que sa déclaration a été utilisée de façon malhonnête par la presse et la radio, il n'en reste pas moins que notre camarade Séguy connait la portée nationale que peuvent avoir ses propos publics et je pense qu'il a sciemment, et de façon préméditée, utiliser sa notoriété syndicale pour appeler à voter pour le PCF... En ce qui concerne l'accord du 13 mars, la confédération a déclaré que cet accord était positif... Ainsi, après avoir expliqué pendant des mois que le PS tournait le dos au Programme commun qu'il trahissait les intérêts des travailleurs, que même Bergeron n'accepterait pas un tel programme (Vie ouvrière* du 20 février 1978), *voilà, que du jour au lendemain, nous lui faisons confiance. De qui se moque-t-on ?... »*.

Et, dans une autre lettre, Pierre Palacin, membre de la CGT et de l'UGICT, poursuit : *« Et enfin le problème des tendances ou fractions est soulevé pour être condamné (statut de la CGT). Je crois que vous atteignez le comble de l'hypocrisie. En effet, vous condamnez le droit aux tendances parce que vous ne voulez que règne, à la CGT, que la seule tendance communiste. La tendance communiste organisée, se réunissant avant les réunions syndicales, dirige, décide, pourvoit les postes de responsabilité, dans les syndicats, les UL, les UD, les fédérations, le bureau confédéral. Dans ces organismes, la majorité communiste ou sympathisante fait la loi. Au plus haut niveau, Georges Séguy, Henri Krasuky, membres du bureau du PCF, déterminent l'orientation de la CGT avec leurs camarades du Bureau politique. Et parce que vous pratiquez ces méthodes, vous voulez condamner celles-ci chez les autres. »*

CRITIQUER LA LIGNE

Des critiques très vives, on le voit. En attendant le congrès dont on ne sait pas comment il va aborder le sujet, la direction confédérale garde le silence sur la question ; l'argument mis en avant au moment de la lettre des neuf du PS, au printemps, ne peut plus être justifié : il ne s'agit pas d'une tentative de fraction mise en place par le PS. Alors, Séguy se contente de dire que les décisions urgentes incombent à la direction quand elle est démocratiquement élue : *« La pratique du référendum ne serait pas de la démocratie mais de la paralysie »* et il refuse de mettre en place la tribune permanente demandée par beaucoup. La seule concession importante, il est vrai, est le vote du congrès sur le rapport d'activité, réelle innovation, mais limitée dans sa portée car le rapport d'activité tel qu'il a été présenté ne donne qu'une succession de faits, sans analyse, et ne favorise donc pas le débat. Critiques vives, mais qui ne se placent souvent que d'un seul point de vue, celui de la démocratie. Le problème de fond n'est pas seulement là. Ce n'est pas parce qu'on ne peut pas discuter les décisions qu'il faut s'opposer à la mainmise des dirigeants PCF sur la CGT, mais aussi, et c'est lié, parce que le PCF développe une ligne contraire aux intérêts des travailleurs, c'est-à-dire ne pas critiquer seulement le soutien de la direction confédérale au Programme commun du PCF, en mars 1978, mais bien le soutien de la CGT au Programme commun en juin 1972. Poser la question de l'indépendance de la CGT par rapport au PCF aujourd'hui, c'est poser la question de choisir entre un syndicalisme de classe et un syndicalisme mis au service d'un projet de gestion du capitalisme. Indépendance pour la démocratie, indépendance pour un syndicalisme de classe.

Paris

4150 expulsions en 77

IL y a eu 4 150 expulsions à Paris en 1977. Dans 80 % des cas, les victimes en sont des personnes (et leur famille) qui ont perdu leur emploi ou qui touchent un salaire trop maigre pour pouvoir payer leur loyer.

En 1975, il y avait eu plus de 4 000 expulsions à Paris. En 1976, il y en avait 6 500. En 1977, leur nombre a été de 4 150.

Pour l'année 1978, jusqu'à présent, 4 118 expulsions ont été ordonnées. Or, l'année est loin d'être finie et plusieurs centaines d'expulsions sont encore prévues. Ces chiffres sont tout à fait officiels puisqu'ils émanent de la préfecture de police elle-même.

Qui sont les personnes et les familles expulsées ? Chirac, lui-même, disait, dans un discours, il y a quelques jours, que *« 80 % des cas d'expulsion ont pour cause la perte de l'emploi, l'insuffisance des ressources pour faire face aux dépenses de loyer, la maladie ou la détérioration de la situation familiale »* (décès, divorce, abandon).

A côté des expulsions, les saisies touchent aussi beaucoup de familles pauvres. 18 000 saisies ont été effectuées en 1977.

Ainsi, en plus des drames provoqués par le chômage, les salaires trop faibles, les expulsions et les saisies, s'ajoute, pour des milliers de familles dans le besoin, le drame du logement et ceci les enfonce davantage dans les difficultés et la misère.

L'Intercomité du Marais contre la répression

Le 18 octobre, cinq familles et trois locataires, membres de l'intercomité, seront sommés d'endosser la responsabilité et les bavures de la spéculation immobilière qui s'abat depuis plus de quinze ans sur le quartier du Marais.

La Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP) — dont 62 % des capitaux proviennent des banques de Suez et Paribas — réclame à titre individuel 67 millions de dommages et intérêts à ces habitants. 67 millions pour *« retard de travaux, incitation à occupations illégales »*. En réalité, les habitants du Marais ont fait échouer, en 1975, le projet Maeght, prévoyant l'expulsion de 300 familles. Un an après, ils obligeaient la Ville de Paris à reloger correctement plusieurs locataires. Depuis les habitants, regroupés dans l'intercomité, ont réussi à faire reculer la Ville de Paris sur bien d'autres points.

Aujourd'hui, la RIVP, en attaquant devant la justice, cinq familles et trois membres de l'intercomité, s'attaque au droit d'opinion, d'expression et d'association.

L'intercomité du Marais appelle les sections syndicales, les associations de consommateurs, de défense de l'environnement, les autres comités de quartier à envoyer des motions de soutien à l'intercomité du Marais, 7, rue du Lion-Saint-Paul 75004 Paris, et à se rendre au tribunal le 18 octobre à 14 h, 1ère chambre, 3e section, pour soutenir les habitants poursuivis en justice.

Les habitants du quartier du Marais ont fait échouer le projet Maeght prévoyant l'expulsion de 300 familles. Aujourd'hui, la RIVP attaque en justice cinq familles et trois membres de l'inter comité.

Foyers SONACOTRA

Appel des résidents de Saint-Denis et de Pierrefitte

Les résidents des foyers de Saint-Denis et de Pierrefitte appellent tous les travailleurs français et immigrés de la région à venir manifester vendredi 13 octobre à 13 h 30 devant le tribunal d'instance de Saint-Denis (22 bis, rue Gabriel Péri à Saint-Denis, métro Porte de Paris).

La Sonacotra et Stoléru ont en effet assigné des résidents de ces foyers devant le tribunal qui doit se prononcer ce jour-là.

Déjà, en 1976, la Sonacotra et Poniatowski avaient effectué des saisies-arrêts sur les salaires de 84 résidents du foyer de Saint-Denis et de 52 du foyer de Pierrefitte. Mais la riposte et la mobilisation des résidents, le soutien des travailleurs français avaient permis de faire échouer ces mesures répressives. Il doit en être de même le 13.

Gennevilliers

Les expulseurs portent plainte

Après avoir expulsé vingt résidents du foyer de Gennevilliers, la Sonacotra vient de porter plainte à la suite de la manifestation que les résidents ont organisé dans la nuit de vendredi à samedi pour protester contre ces expulsions. Selon le communiqué de la Sonacotra, cette manifestation *« a retenu deux de ses dirigeants* (de la Sonacotra) *pendant plusieurs heures afin d'en obtenir des engagements par la contrainte. »*

Il est nécessaire de faire preuve de vigilance et de faire échec à la nouvelle tactique de la Sonacotra et du gouvernement.

Procès en appel à Colmar

Plus de 650 résidents Sonacotra de Strasbourg, Colmar et de la région de Metz ont manifesté devant le tribunal de la Cour d'appel de Strasbourg pour soutenir les onze camarades inculpés par la Sonacotra. L'avocat de la Sonacotra a prétendu que les comités de résidents n'existaient pas ou se réduisaient à une seule personne : le « meneur ». Il accusa les résidents d'être, par leur grève, à l'origine du déficit du FAS, déficit qui s'élèverait à 200 millions de francs que supporteront selon lui les contribuables français, c'est là un argument mensonger et démagogique. Enfin il a exigé que les résidents payent, car pour lui c'est illégal de ne pas payer et de faire la grève. L'avocat des résidents, lui, a revendiqué le droit pour les immigrés d'avoir recours à la grève des loyers comme c'est le droit de n'importe quel locataire si le contrat de location n'est pas rempli...

L'avocat prouva la mauvaise foi de la Sonacotra et demanda qu'on ne juge pas à la légère une affaire qui a le soutien de la moitié des résidents dans le pays.

Le jugement a été mis en délibéré et sera rendu le 25 octobre.

Suite à cette audience, les résidents ont manifesté dans les rues de Colmar.

RECTIFICATIF

Dans notre édition d'avant-hier, du mercredi 11 octobre nous avons parlé du cas du docteur Colombes, qui pour avoir anti-daté un arrêt de maladie était condamné à 3 000 F d'amende et à une interdiction de 5 ans de professer.

La cour d'appel de Besançon a tranché et a déclaré qu'il s'agissait « d'un dérapage judiciaire ».

Aix-en-Provence

Main basse sur les centres sociaux culturels

LES sept centres sociaux culturels d'Aix avaient obtenu de la municipalité 360 000 F de subventions pour l'année 1978. Un premier acompte de 130 000 F avait été versé en février 1978 ; depuis plus rien, malgré les demandes incessantes de l'intercentre (1). Ceci risque d'entrainer le licenciement des salariés ainsi que la fermeture des centres.

Que cherche donc la mairie de Joiffains (majorité) ? La réponse, on la trouve dans une lettre datée du 13 septembre 1978 dans laquelle l'adjoint-délégué aux Affaires sociales conditionne l'obtention du reste de la subvention à la remise, par les centres sociaux, d'une enquête policière : nom, adresse, profession des bénévoles ainsi que des responsables des associations utilisant parfois les locaux des centres, sans le demander.

L'intercentre a refusé de répondre à tel questionnaire ; alors, la mairie bloque l'argent.

ATTAQUES RACISTES DE LA MUNICIPALITÉ

A ces manœuvres s'ajoutent des attaques crapuleuses et racistes : pour une cité qui regroupe de nombreux immigrés, la municipalité estimerait que les besoins du centre social seraient... des douches ! La mairie voudrait fermer un autre centre car il éditerait des publications *« sado-masochistes pornographiques »*. Elle vient même de porter plainte pour *« incitation à la débauche des mineurs »*, l'atelier de poésie de ce centre aurait publié des gros mots.

Enfin l'intercentre, selon la mairie, serait un ramassis de *« socialo-communistes gauchistes pornographiques »*. Tout ceci est bien dans le style extrême-droite du nouveau maire qui, comme programme électoral, promettait de *« nettoyer Aix de sa pollution humaine »*.

La politique de la municipalité consiste à liquider les centres sociaux, à licencier les salariés et à mettre, dans un second temps, des hommes de paille.

LA VIE DU QUARTIER APPARTIENT AUX HABITANTS

Les centres sociaux, à la périphérie de la ville, ont assuré une animation de quartier que la bourgeoisie aixoise voit d'un mauvais œil. Elle préférerait voir les jeunes chômeurs embarqués par la police qu'organisés dans les centres, elle préférerait voir les femmes rester à la maison que réunies pour discuter de leurs problèmes, elle préférerait voir les travailleurs immigrés se terrer le soir plutôt que de se retrouver et de s'organiser.

La vie du quartier appartient aux habitants, l'intercentre refuse les contrôles policiers de la municipalité sur les centres sociaux, il refuse les licenciements de ses salariés.

Correspondant Aix

(1) Intercentre : association regroupant les sept centres sociaux.

Grenoble

Pour s'opposer aux licenciements chez Billaud les travailleurs occupent l'usine

Billaud est une entreprise de la machine-outil, spécialisée dans les presses de compression des poudres dont elle est le seul fabricant français. Elle occupe une centaine de travailleurs dans deux usines de Grenoble.

Les deux-tiers d'entre eux sont OP 3 et presque tous sont syndiqués à la CGT.

Fin août, au retour des vacances, le patron annonce la fermeture de l'usine. Motif : les banques coupent les crédits. Depuis que le premier ministre Raymond Barre leur a donné le feu vert, celles-ci ne s'en privent pas d'éliminer les soi-disant « canards boiteux ».

Or Billaud a des commandes, à l'exportation en particulier. En général, l'entreprise touche 30 % à la signature d'un contrat. Mais la plus grosse commande (plus d'un an de travail) a été passé par Citroën qui installe une usine en Roumanie. Ce gros monopole qui a empoché les avantages du marché à l'exportation, n'a accordé à Billaud que 5 % à la signature du contrat !

C'est la loi impitoyable du capitalisme. Les plus gros capitalistes se débarrassent de la crise sur les plus petits mais tous sont d'accord pour en faire payer les travailleurs !

Mais ceux-ci, chez Billaud, ne l'entendent pas ainsi. Depuis plus d'un mois, ils occupent leur usine, pour empêcher que les presses déjà terminées soient expédiées. Ils ont effectuées des démarches auprès de la préfecture, du ministère, ont monté une exposition qu'ils ont présentée sur la place de Grenoble et ont manifesté le 11 septembre.

Les lettres de licenciements sont tombées fin septembre. Pour gagner, un élargissement de la lutte et de la popularisation sera nécessaire, mais les travailleurs ne baissent pas les bras. Malgré les menace du syndic, les travailleurs sont décidés à continuer l'occupation.

Correspondant local

Une semaine de télévision

SAMEDI 14 OCTOBRE

A2 A 18 H : La course autour du monde.

Nous avons présenté cette émission dans notre édition du vendredi 7. Samedi les globe-trotters vont se présenter, ce qui peut nous permettre de nous faire une première idée des reportages qu'ils vont effectuer.

A2 A 20 H 35 : Un soir d'hiver place de la Concorde.

Ce soir d'hiver, c'est le 6 février 1934 où les groupes d'extrême droite des Croix de feu, des organisations d'anciens combattants sont descendus dans la rue pour tenter de prendre le pouvoir. L'émission met en scène des habitants du quartier, représentants des différents courants d'opinion. Il est à craindre que l'émission pêche par la « neutralité » devant les événements. C'est une émission à voir car elle peut permettre de mieux connaitre cette époque qui précéda le Front populaire et la Deuxième Guerre mondiale.

DIMANCHE 15 OCTOBRE

A2 A 21 H 30 : Révolution sous un crâne

Il s'agit d'une émission scientifique sur certaines découvertes récentes concernant le cerveau. Ces découvertes ont été faites par le professeur Guillemin qui a mis en évidence la sécrétion par le cerveau de deux substances : les neurhormones et des endomorphines. Les premières qui sont fabriquées à des doses infimes par le cerveau sont déversées dans le sang et participent à la commande d'organes tels que le pancréas, les testicules, etc. L'émission nous montre comment les chercheurs s'y sont pris pour découvrir ces substances. La seconde découverte est un produit lui aussi gabriqué par le cerveau. Sa composition rappelle celle de la morphine tirée du pavot. Comme celle-ci, elles ont la propriété de calmer la douleur.

FR3 A 20 H 30 : Qui a tué Robert Kennedy

Après l'assassinat de John Kennedy, alors président de la République, son frère Robert était assassiné cinq ans plus tard. La version officielle était que le meurtrier était un Palestinien, celui-ci aurait décidé de tuer Robert Kennedy pour ses sympathies pro-sionistes. Cependant, comme pour l'assassinat de son frère, la thèse officielle ne résiste pas à l'examen. Il est fort probable que cet assassinat a été perpétré par ceux-là mêmes qui avaient assassiné le président des États-Unis.

LUNDI 16 OCTOBRE

TF1 A 20 H 30 : Questionnaire : Giscard d'Estaing

Giscard va bavarder en direct sur le thème des *« chances pour la France dans le monde de demain »*. Ce que nous prépare pour demain Giscard, nous le vivons dès aujourd'hui avec le chômage, la hausse des prix etc... Du bavardage et de la démagogie en perspective.

A2 A 21 H 45 : Question de temps

Ce magazine comprendra trois sujets : le Liban, le pape et « les Français face à la justice ». Il sera question sur ce dernier sujet de la réforme concernant le régime de sûreté et les permissions des détenus, ainsi que de la légitime défense. Nous avons à plusieurs reprises abordé ces questions dans notre journal.

Foyers SONACOTRA DE Colombes

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Journée « portes ouvertes »
le 14 octobre 1978 de 14 h à 23 h
au foyer Sonacotra, 203 rue Colbert
à Colombes

Le comité de résidents et les résidents du foyer Sonacotra Colbert, en grève des loyers depuis le 1er décembre 1977 (ce foyer a déjà été en grève en 1975 et sa lutte a été sabotée l'été 1976), invitent tous les travailleurs français et immigrés à venir à cette journée « portes ouvertes ».

– Expo-photos – Montage diapos – Films –
– Chansons – Brochettes – Gâteaux –

Le comité de résidents du foyer Colbert-Colombes
le samedi 8 octobre 1978

Fives-Nord

LE THÉATRE DU PRINTEMPS
17, RUE DE SABOT 59000 LILLE
Est heureux de vous inviter
à la représentation « d'Octobre aujourd'hui »
à la Marbrerie (Fives)
Le samedi 14 octobre à 20 h 30.

La Faucille est paru

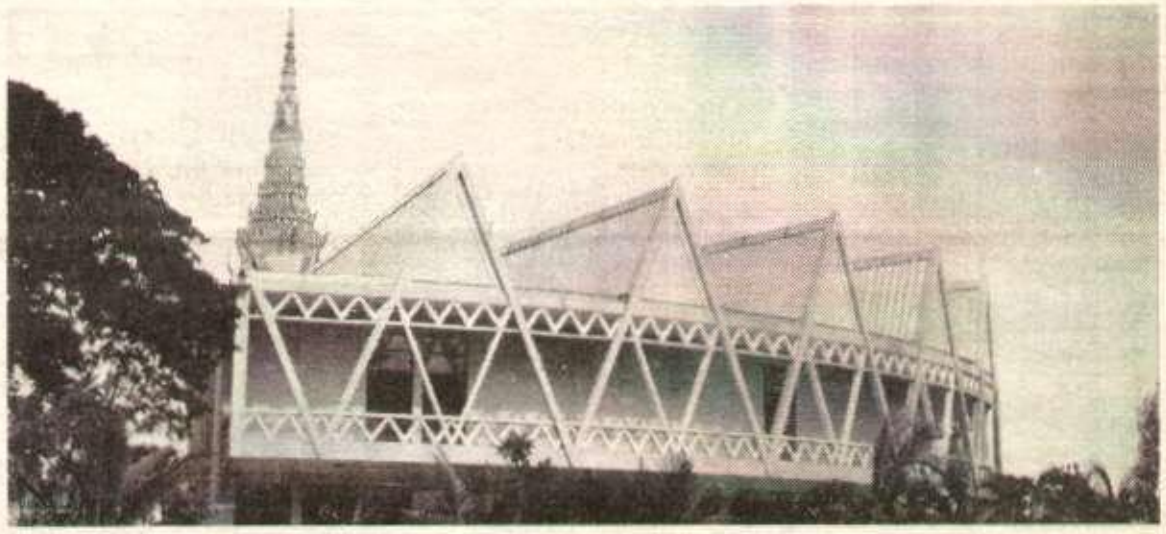
Prix 3 F.
Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre de *La Faucille*, BP 258, 75866 Paris Cedex 18 CCP 17 564 83 P. Paris.

Le numéro de téléphone de l'Humanite rouge 205 51 10

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel.

1 000 km à travers le Kampuchea démocratique (Cambodge) (2)



L'Assemblée des représentants du peuple.

Phnom Penh aujourd'hui

ON peut le répéter sans honte : nous étions très émus à l'arrivée sur l'aéroport de Phnom Penh. Pochentong ! Au printemps 1975, des cargos US y atterrissent minute après minute, déversant du riz et surtout des armes, des munitions ; c'est le dernier fil qui relie la capitale à la puissance américaine. On entend le grondement des avions qui vont et viennent, le déchirement des rockets des patriotes, on voit les incendies, les avions US touchés. Ce sont les images de la télé américaine que nous avons gardées en mémoire. Aujourd'hui, ce 9 septembre 1978, Pochentong est calme et serein, nos amis, nos camarades qui ont vaincu la *« première armée du monde »*, nous attendent sur leur terre, dans cet aéroport dont ils sont devenus les maitres. Un grand salon de réception a été détruit, mais sur l'élégante tour de contrôle aux vitres bleues, flotte le drapeau du Kampuchea démocratique : rouge avec au centre la silhouette jaune d'un temple.

Aucun de nous ne connaissait Phnom Penh ; c'est vraiment stupéfiant : on dirait une *« ville d'eau »* française dans l'abondance de palmiers et d'autres arbres tropicaux. Les villas, des petits « châteaux » parfois, ont emprunté à tous les styles en vogue chez les richards de notre pays. Nous logeons dans l'une d'elles : c'est cossu, il y a une salle de bains pour chaque chambre, des climatiseurs partout, les colonialistes se soignaient bien : les jardins sont magnifiques, sur le bord du Bassac, qui bordent leurs anciennes propriétés, ils ont construit des débarcadères.

PHNOM PENH N'EST PAS UNE VILLE ABANDONNÉE.

La presse bourgeoise ici s'indigne : *« Phnom Penh est vide »*. C'est vrai, Phnom Penh est vide des colonialistes, et c'est une chose qui nous réjouit. Sans doute certains préféraient-ils le Phnom Penh de la guerre, avec ses trois millions de paysans réfugiés entassés dans des camps pour fuir les combats, alors qu'au centre de la ville, les privilégiés, hommes des Américains, et officiers lonnoliens vivaient dans un luxe éhonté ? Le centre de la capitale n'a pas été touché par les destructions ; la ville est tombée comme un fruit mûr grâce à la stratégie savamment maitrisée des Forces armées de libération. Une seule destruction au centre : la banque nationale khmère a été violemment secouée par un puissant plasticage, *deux jours après* la Libération, assurément, les ennemis pro-américains étaient organisés, et fortement équipés à l'intérieur pour préparer la subversion.

Un vestige du passé colonial : l'immeuble d'IBM.

Ici, l'on dit que Phnom Penh est une « ville morte », une « ville abandonnée ». Aucunement ! Quand nous arrivons, en plein midi, beaucoup de volets sont fermés, tant il fait chaud. Le soir, de nombreuses maisons qu'on aurait pu croire abandonnées sont éclairées ; c'est vrai, les immeubles sont inoccupés, les commerces fermés, on a effacé presque toutes leurs enseignes bien qu'il reste un « IBM » ou « Esso » de ci-de là. Aujourd'hui, il y a quelques dizaines de milliers d'habitants à Phnom Penh qui préparent activement le repeuplement de la ville.

LE NETTOYAGE DE LA VILLE

Le travail de nettoyage est gigantesque : on a enlevé presque tous les barbelés à l'intérieur desquels les villas s'étaient retranchées, on nettoie activement l'intérieur des maisons et des jardins, on rétablit l'électricité. Nettoyer Phnom Penh n'est pas une mince affaire, car la nature n'y aide pas ; au moindre orage il faut ramasser les branches cassées par le vent et il pleut chaque soir car c'est la saison des pluies. La végération pousse vite, très vite. Pourtant les plates-bandes sont impeccables dans les belles avenues, les arbres sont élagués, le gazon coupé et l'on a planté nouvellement de jeunes pousses et arbres.

Non vraiment, Phnom Penh n'a pas l'allure d'une ville abandonnée. La circulation y est très réduite c'est vrai et quelques coqs, élevés pour nourrir la population sur place, peuvent traverser la rue sans encombre. Ce n'est pas nous qui nous plaindrons de cette décontraction, alors que nous allons dans les rues de la ville en toute liberté.

De toute évidence, on prépare Phnom Penh au retour d'une population suivant le rythme des besoins et des capacités économiques. Quelques usines ont été remises en état dans les banlieues ; au cœur de la ville des ateliers de confection fonctionnent dans des garages ; ils sont largement ouverts le soir, flaques de lumière au sein desquelles l'on voit des jeunes femmes penchées sur leur machine à coudre ou bien à deviser pendant la pause. Ces ateliers fonctionnent une partie de la nuit. Les appareils administratifs et politiques la Chambre des Représentants du peuple, son comité permanent, les différents ministères, le Palais du gouvernement, huit ambassades déjà installées, résident à Phnom Penh. Nous avons longé leurs beaux bâtiments construits pour certains sous la direction de Norodom Sihanouk dans un style architectural khmer. Partout c'est la même propreté méticuleuse, un goût certain pour rendre belle la ville et ses bâtiments, dans l'opulence de la verdure et des odeurs données par la nature. Cela surprend nos yeux d'Occidentaux, cela dément, ô combien, les rumeurs insidieuses et racistes répandues en Occident à l'encontre des prétendus *« paysans ignorants aux fronts bas, sortis de leurs forêts »*.

Le Kampuchea démocratique est un pays pauvre, cela est vrai, mais quelle dignité, quel respect du passé, du patrimoine culturel du peuple. Que ceux qui crachent aujourd'hui sur le Kampuchea y prennent garde, car on devrait plutôt en prendre de la graine dans nos villes occidentales !

TOURISME DANS PHNOM PENH

Nous n'avons pas tout visité bien sûr, mais notre première impression s'est trouvée confirmée.

Commençons par le tourisme, qui n'est pas sans signification politique d'ailleurs. Nous sommes allés à la *« Pagode d'Argent »* ; elle a été construite à la fin du XIXe siècle, au moment où la capitale a été transférée de la vieille ville de Udong à Phnom Penh. C'est le grand-père de Norodom Sihanouk qui a fait construire cette pagode. Une statue dans le pur style Napoléon III, et faite à Paris, le montre à cheval, avec l'effigie en français et en Khmer : *« Ses mandarins et son peuple reconnaissants – 1860 »*.

La Pagode tient son nom de son plancher fait de carreaux en argent massif. Les carreaux ont été ciselés en France et payés par « une souscription volontaire ». Autrement dit, un vol à la fois féodal et colonial. La grille faite en France est ornée de fleurs de lys. La Pagode située dans l'enceinte du Palais royal servait exclusivement à la famille royale ; on l'ouvrait à tous, deux, trois fois l'an à l'occasion des fêtes. On l'appelle aussi « Pagode d'émeraude », car elle abrite un boudha assis en émeraude : il s'agit d'une copie, l'original a été volé et emporté à Bangkok !

Pendant la guerre de résistance de 1970 à 1975, les lonnoliens ont laissé la Pagode d'Argent à l'abandon ; quand les forces armées populaires de libération sont arrivées en avril 1975, c'était une « forêt vierge », les peintures des galeries ont beaucoup souffert. tout est entretenu avec soin aujourd'hui, l'intérieur de la Pagode est un musée actuellement, mais de nombreux objets d'art ont été volés au moment de la domination coloniale française, sous celle des militaristes japonais et des impérialistes américains.

La « Pagode d'Argent » est attenante au Palais royal. Le Palais royal est bien entretenu lui aussi, il n'est pas public car c'est la résidence à Phnom Penh du prince Norodom Sihanouk et de sa famille. Nous poursuivrons notre visite de Phnom Penh demain et nous rappelerons dans quelles conditions s'est déroulée sa libération.

(A suivre)

Camille GRANOT

Directeur de publication : André Druesne Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP Imprimerie La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1978